

Key West, le 29 octobre 2008

## **La JIATF South dans la lutte contre le narco trafic mené par les U.S.A.**

**Par le capitaine de vaisseau Xavier Larreur.  
Officier de liaison près la JIATF-South. Key West (USA)**



## 1. Historique

Au milieu des années 1980, résoudre le problème des drogues était devenu un sujet d'intérêt national aux U.S.A. Les premières mesures législatives pour traiter globalement ce fléau ont été prises quand le « Defense Autorisation Act » de 1989 a chargé le Department Of Defense (DOD) d'être la principale administration responsable de la détection et de la surveillance des transits illégaux de drogue par voies maritime et aérienne à destination des Etats-Unis. La Joint Task Force 4, ancêtre de la JIATF South, est alors créée.

En 1992 le congrès vote sans difficulté le « National Drug Control Act » qui établit l' « Office of National Drug Control Policy » (ONDCP) placé directement auprès du Président des Etats-Unis. Ce bureau publie sa première stratégie « National Interdiction Command and Control Plan » en 1994 et les National Joint Inter Agency Task Forces (JIATF) sont créées, intégrant sous le même commandement organisations militaires et Agences civiles, telles les JIATF East et JIATF South. C'est à cette époque que des officiers de liaison néerlandais et britannique rejoignent la JIATF East à Key West, suivis en 1998 par un officier de liaison français. En 1999 les JIATF South et East sont fusionnées à Key West.

## 2. Perception actuelle de la menace stratégique

### 2.1. Des effets négatifs sur les populations et les économies.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la consommation et le trafic de drogues aux Etats-Unis ne font plus l'objet du même intérêt public et politique. Néanmoins la menace reste prégnante et mériterait, selon de nombreux officiels de haut niveau, d'être replacée sous l'attention générale. Selon SOUTHCOM1, les drogues tuent plusieurs dizaines de milliers de citoyens américains par an, minent les démocraties aux Amériques, avec d'énormes conséquences négatives pour les U.S.A. En voici quelques chiffres significatifs :

- La consommation de cocaïne aux U.S.A. est estimée à 350 tonnes par an ;
- Depuis 2001, le nombre de morts de citoyens U.S. liées aux drogues (abus et criminalité) est d'environ 120.000, soit 40 fois les morts infligées par Al Qu'aida depuis les attentats de 1993 (World Trade Center) ;
- Environ 20.000 personnes meurent par an aux U.S.A. d'abus de drogues, dont 10.000 à 12.000 probablement à cause de la cocaïne sud-américaine, soit entre 28 et 35 par tonne de cocaïne consommée ;
- Le premier produit cultivé aux U.S.A., en chiffre d'affaires, est la marijuana et non pas le blé, le maïs ou le soja ;
- Le commerce illicite de drogue rapporte an 65 milliards \$ par an ;
- Le phénomène des drogues illicites coûte 240 milliards \$ à l'économie U.S. et ce chiffre augmente de 5% par an (ce coût inclut les sommes dépensées à la prévention, la lutte contre le crime qui lui est lié, les soins et la perte de productivité des consommateurs).

---

<sup>1</sup> Article IN DEPTH : Whatever happened to the « War on Drugs »?, ADM James Stavridis, Joint Force Quarterly Magazine, Oct 2008.

Au plan régional les effets sont aussi catastrophiques :

- 14 des 20 pays qui sont au départ des chargements de drogues vers les U.S.A. sont en Amérique Latine ;
- 
- Selon l'O.N.U.2, la quasi-totalité de la cocaïne produite dans le monde l'est dans les trois pays andins que sont la Colombie, le Pérou et la Bolivie ; la production 2006 aurait été de 984 Tonnes, dont la valeur en gros est estimée à 21 milliards \$ et à 105 milliards \$ au prix de revente au détail aux U.S.A. La circulation de la monnaie induite dans les pays d'Amérique Latine est en mesure de détruire les économies nationales ;
- Le taux de meurtres lié au narco trafic dans ces pays est de 30 pour 100.000 habitants et par an, équivalent à celui des régions les plus troublées d'Afrique. A titre d'exemple les cartels du nord du Mexique ont tué plus de 4000 personnes l'an dernier.

## 2.2. Des liens avec un terrorisme qui pourrait frapper les U.S.A.

Des liens étroits entre le terrorisme et le narco trafic existent. Selon Michael Braun, directeur des opérations de la DEA, 19 des 43 organisations étrangères reconnues comme terroristes par les U.S.A. ont des liens étroits avec le trafic de drogues et ses activités connexes<sup>3</sup>. On peut citer en Amérique Latine pour la cocaïne : les FARC, l'AUC et le Sentier Lumineux ; En Asie centrale pour l'Opium/héroïne : les Talibans et le PKK ; Au Proche-Orient pour le cannabis et l'héroïne : le Hezbollah dans la Bekaa ; Au Maroc pour le haschisch : Al Qu'Aida au Maghreb....

Depuis qu'à la suite du 11 septembre 2001 les mouvements financiers douteux au travers du système bancaire traditionnel sont plus étroitement surveillés, et que le soutien des Etats ait quasiment disparu, les mouvements terroristes ont du trouver d'autres sources de financement et d'autres moyens de transfert des fonds Une des solutions est l'utilisation d'organisations pseudo-caritatives, une autre est le narco trafic.

L'intérêt principal de ce dernier réside dans les capacités de financement qu'il offre aux mouvements terroristes, que ce soit lorsqu'ils contrôlent la production et la distribution, ou simplement en imposant une simple taxation.

De plus, en s'impliquant dans la production, les mouvements peuvent exercer un contrôle des territoires au détriment de l'Etat de Droit, en mélangeant contrainte et incitation financière vis-à-vis de populations impliquées.

Un rapprochement avec les réseaux du narco trafic offre aussi des facilités pour mouvoir clandestinement argent, personnes, faux documents, et armes à travers les frontières grâce à des organisations rodées à ce genre d'activités depuis des décennies.

Cependant, il n'est pas dans l'intérêt des organisations criminelles liées au narco trafic de favoriser des actions, telle l'importation d'armes de destruction massive sur le sol américain, qui pourraient nuire à leur « marché » et déclencher des représailles de la part du gouvernement américain sans commune mesure avec les efforts qu'il engage actuellement pour les contrer. Il est significatif que les principaux mouvements présents en Amérique Latine que sont les FARC, l'AUC et le Sentier Lumineux n'aient jamais cherché à s'en prendre directement aux intérêts U.S. à l'intérieur des U.S.A. C'est pourquoi le DHS<sup>4</sup> estime que l'introduction d'armes de destruction massive sur le territoire américain à partir du Mexique en utilisant les réseaux de narco trafic est un scénario à « *à fort impact mais à faible probabilité* ».

Inversement il est peu vraisemblable que les réseaux terroristes mettent le sort de leurs opérations entre les mains d'organisations manquant de sécurité et sans autre motivation que le profit.

<sup>2</sup> 2007 United Nations World Drug Report (UNODOC)

<sup>3</sup> Conférence « SOUTH 2008 », organisée par AFCEA: Déclaration lors du panel: « Narco-trafficking : What is the Nexus with the War on Terror ? », Miami, 8 Oct 2008.

<sup>4</sup> Charles E. Allen, Undersecretary for Intelligence and Analysis, Department of Homeland Security, Conférence « SOUTH 2008 », Miami, 8 Oct 2008.

Il demeure une forte crainte que des réseaux idéologiquement motivés, de type islamique, s'acoquent soit avec des organisations criminelles qui deviennent de plus en plus radicales, comme on en trouve au Mexique, soit avec des « opérateurs » plus indépendants et peu regardants, ou établissent leurs propres réseaux. Les organisations islamistes existent et se développent en Amérique Latine. Toujours selon le DHS, des membres d'Al Qu'Aïda ont séjourné au Brésil en 1995 et ont été détectés au Panama en 2001. Le Hezbollah est présent dans la « zone des trois frontières », entre les villes de Ciudad del Este au Paraguay, Puerto Iguazu en Argentine, et Foz do Iguazu au Brésil. Une cinquantaine de membres actifs de cette organisation y serait présente, dont les familles Barakat et Omairi, la première connue pour servir de façade aux opérations financières du mouvement, la deuxième accusée de narco trafic, blanchiment d'argent et financement du terrorisme. Selon les autorités U.S.S, par an, des dizaines de millions de dollars y seraient blanchis pour subventionner les activités terroristes dans la région. Les groupes terroristes islamiques ont attaqué des cibles civiles dans le sous-continent, notamment Israéliennes en Argentine en 1992 et 1994. Selon les Argentins les terroristes auraient bénéficié du soutien logistique d'organisations criminelles pour conduire ces attaques<sup>6</sup>.

### 2.3. *Un risque de voir des pays transformés en Narco-Etats ou Etats faillis.*

Selon le Département d'Etat<sup>7</sup>, mais aussi selon de nombreux officiels U.S.<sup>8</sup>, la convergence du trafic de drogue et de la corruption peut mener des pays ayant une volonté politique faible à devenir des états en faillite démocratique, servant de refuge aux organisations criminelles ou terroristes. Outre l'Afghanistan, deux zones liées au trafic de cocaïne suscitent leurs inquiétudes, de plus en plus fortes : Le Venezuela et l'Afrique de l'Ouest.

Ainsi David Luna<sup>7</sup> explique qu' « ... au Venezuela, plusieurs collaborateurs du Président Hugo Chavez ont facilité la vente d'armes aux FARC de Colombie. L'inaction continue du gouvernement vénézuélien face à un problème croissant de trafic de drogue à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières est un sujet de préoccupation grandissante pour les U.S.A. Malgré les assurances répétées des Vénézuéliens que les saisies ont augmenté, la quantité de drogues en destination des U.S.A. et de l'Europe continue de croître. La plus part de ce trafic de drogue partant du Venezuela vers l'Europe transite par l'Afrique de l'Ouest, et l'influence délétère de cette vague illicite menace la gouvernance et la stabilité économique de cette région. Des officiels corrompus et le crime organisé au Venezuela ont exploité la situation et un système judiciaire faible a failli de fait à poursuivre ces criminels. » Au congrès, « un important comité, supervisant les affaires militaires, voit le pipeline africain de la cocaïne avec une préoccupation croissante... Il contribue à l'instabilité de la région et génère la plus part des fonds qui nourrissent les groupes insurrectionnels et terroristes qui veulent porter atteinte à l'Amérique »<sup>9</sup> et veulent une implication plus importante dans cette région des moyens U.S. pour lutter contre ce fléau.

---

<sup>5</sup> Department of State's International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) (2006/7).

<sup>6</sup> Charles E. Allen, Undersecretary for Intelligence and Analysis, Department of Homeland Security, Conférence « SOUTH 2008 », Miami, 8 Oct 2008.

<sup>7</sup> David M. Luna, Director for Anticrime Programs, Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs, Department of State, Conférence « SOUTH 2008 », Miami, 8 Oct 2008.

<sup>8</sup> Dont les RADM Joseph Nimmich, USCG, Directeur de la JIATF South et ADM James Stavridis, USN, SOUTHCOM, lors de visites d'autorités militaires françaises.

<sup>9</sup> Article, The African Connection : US Intel "fusion center" eyes expanded anti-drug role, Jon W. Glass, C4ISR Magazine, 01 Oct 2008.

### 3. Les efforts américains

Chaque année le président des Etats-Unis développe une « National Drug Control Strategy » (NDCP) qui comporte trois éléments clés :

- La prévention de l'usage avant qu'il ne commence,
- l'intervention auprès des consommateurs pour les soigner,
- la cassure du marché.

Selon SOUTHCOM, « le terme « War on Drugs » est inapproprié, il ne peut y avoir de victoire totale et une campagne militaire est une mauvaise solution. La plus part des personnes impliquées dans les drogues ne sont pas des ennemis, mais en sont les victimes. »

En 2008 le gouvernement fédéral aura dépensé 13 milliards de dollars pour combattre les drogues, auxquels il faut ajouter l'effort des états et des municipalités. Seuls 940 millions de \$ sont attribués au DOD pour l'effort militaire, soit 7% du budget total.

Contrairement à une idée reçue à l'étranger, les efforts américains pour réduire la demande sont très importants et sont regardés comme la méthode la plus efficace pour régler le problème: Plus d'un tiers du budget est consacré aux programmes pour éviter l'utilisation des drogues et pour intervenir auprès des consommateurs habituels.

A l'effort pour réduire la demande s'ajoute celui destiné à réduire l'offre des pays producteurs : Programmes d'éradication, de cultures alternatives, de développement économique, d'entraînement des polices et des juges, d'éducation aux Droits de l'Homme.

Le dernier volet du triptyque de cette stratégie est la coupure du flot de cocaïne vers les Etats-Unis par un effort d'interdiction des mouvements de drogue lors de leur transit vers les marchés américains et européens. Si les arrestations ressortent des polices judiciaires (LEA Agencies) que sont en particulier les « Coast Guard » (USCG), la « Customs and Border Protection » (CBP), la Drug Enforcement Agency (DEA), ou l' « Immigration & Customs Enforcement » (ICE), pour ne citer que les principales, les forces armées des USA les supportent de manière très importante dans les domaines du renseignement, de l'information, du déploiement de capteurs et de la surveillance de zone, de la protection ou de la logistique.

Le processus de détection est de suivi des mouvements illicites de drogue est très complexe à maîtriser parce qu'il requiert un mélange de technologies et de capacités sophistiquées. Il doit être dynamique face à un adversaire très versatile et doté de moyens colossaux lui permettant de s'adapter rapidement aux circonstances changeantes. Il doit inclure un nombre très important d'acteurs, en ménageant leurs susceptibilités et leurs contraintes propres, en préservant leur confiance.

C'est pour ces raisons qu'a été créée et s'est développée la Joint Inter Agency Task Force South (JIATF South).

### 4. La JIATF South

#### 4.1. Mission et composition

Héritière de la JTF 4 constituée temporairement en 1989, la JIATF South est établie à Key West, en Floride.

Elle « dirige la conduite des opérations interministérielles contre les trafics illicites résultant des menaces asymétriques générées par des vecteurs à grande mobilité provenant ou transitant à travers sa Zone d'Opérations Combinées (JOA). La détection et le suivi de cibles aériennes ou

*maritimes à caractère suspect, la fusion du renseignement, l'échange d'information et la corrélation des différents senseurs permettent l'interdiction et l'arrestation de ces vecteurs en liaison avec les Nations Partenaires dans le cadre de la sécurité nationale et de la stabilité régionale.* »<sup>10</sup>.

Sa « JOA » s'étend sur une zone de plus de 15,5 millions de km<sup>2</sup>, englobant l'ensemble du continent Sud-Américain, l'Amérique Centrale à l'exclusion du Mexique, toute la Caraïbe, une bonne part de l'Atlantique et du Pacifique Ouest.

Les mots « narco », « narco trafic » ou « cocaïne » n'apparaissent pas dans le mandat de la JIATF South, mais ses opérations sont principalement dirigées au jour-le-jour contre les trafics illicites de ce produit stupéfiant. Si besoin est, Les outils mis en place permettent de traiter d'autres trafics, tels les transferts de liquidités, la contrebande d'armes, le transport d'armes de destruction massive ou d'individus suspects qui ne peuvent utiliser les moyens de transport légaux.

L'engagement international de la JIATF se manifeste tout d'abord par la présence de 13 officiers de liaison représentant 11 pays<sup>11</sup>, ensuite par l'existence d'un réseau de « Tactical Analysis Teams » (TAT), placées auprès des agences de la DEA en Amérique Latine et bientôt en Europe et en Afrique, et d'officiers de liaison auprès d'autres organismes impliqués dans la mission de la JIATF, tel le Maritime Analysis and Operations Centre-Narcotics (MAOC-N) européen à Lisbonne.

#### 4.2. Taches

Si l'on veut résumer ce que fait la JIATF, on peut dire que sa première tache est d'établir la « Recognized Narco Trafficking Picture » (situation de référence du narco-traffic), qui est une vue de référence des mouvements de drogue en cours et futurs par moyens maritimes et aériens illicites. Le seuil d'intérêt est fixé aux mouvements de plus de 100 kg de cocaïne. Chaque mouvement est enregistré comme un cas.

Les principales cibles maritimes sont des embarcations rapides (les « Go-Fast »), des navires de pêche, des caboteurs, des semi-submersibles artisanaux mais sophistiqués (les SPSS<sup>12</sup>) dont le nombre grandit de mois en mois, et de plus en plus les conteneurs mélangés au trafic légitime sur des lignes régulières.

Les cibles aériennes vont des avions de tourisme monomoteurs ou bimoteurs, au gros multi-réacteurs cargo, en passant par les jets d'affaire.

Pour obtenir ce résultat la JIATF South fusionne des données issues du renseignement fourni par les diverses agences et par les capteurs qu'elle déploie ou qui sont mis en œuvre à son profit. Elle corrèle et évite les interférences entre les cas, oriente la recherche de données de renseignement tactiques, afin de fournir une vision suffisamment précise de la situation pour diriger les unités américaines ou alliées chargées de l'interception, de la saisie, et des arrestations. Celles-ci opéreront alors sous le contrôle de l'autorité dont elles dépendent et qui doit disposer des pouvoirs administratifs et/ou judiciaires pour intervenir légalement.

C'est ici qu'intervient la seconde tâche de la JIATF : Pour optimiser sur une large échelle l'interdiction des trafics illicites, la JIATF doit bâtir des plans d'action fondés sur les effets recherchés pour chaque cas, à partir de la situation des forces d'intervention et de leurs capacités respectives, et des suites que veulent donner les services de police ou judiciaires à l'origine du cas (intervention au plus tôt, à la livraison, etc.).

C'est ainsi que nous arrivons à l'action, et de cette seconde tâche découle la troisième.

L'unicité du contrôle tactique pour diriger vers sa cible l'unité qui procédera à l'interception est un facteur clé du succès dans un environnement qui évolue très rapidement.

---

<sup>10</sup> JIATF South Mission Statment

<sup>11</sup> Argentine, Brésil, Colombie (2), Equateur, France, Mexique, Pérou, Grande-Bretagne (2), Pays-Bas, Salvador, Espagne.

<sup>12</sup> SPSS : Self Propelled Semi Submersible)

La chaîne de commandement de type militaire de la JIATF South, avec ses moyens de commandement et de contrôle dédiés (C4I), et l'intégration des commandements opérationnels régionaux alliés (Pays-Bas, France...), via des Task Groups subordonnés<sup>13</sup>, donne cette unicité et cette flexibilité.

La JIATF South dispose en permanence de nombreux moyens placés sous contrôle tactique (TACON<sup>14</sup>) direct:

- Une dizaine de navires, essentiellement des patrouilleurs de haute mer des USCG, (les « Cutters ») dotés d'un hélicoptère et d'une embarcation semi-rigide rapide, complétés par des frégates de l'US Navy, de la Royal Navy et de la Marine Royale Néerlandaise, embarquant un détachement d'intervention des USCG (LEDET15), chargé de faire appliquer la loi et les traités en mer au nom des Etats-unis. Régulièrement des unités de la Marine Nationale française sont placées sous son TACON direct. En moyenne un potentiel de 225 jours de mer est dépensé par mois ;
- Une douzaine d'avions de guet aérien, de patrouille maritime et de ravitaillement en vol de l'USAF, l'USN, la CBP, les USCG, fréquemment aussi de la Royal Air Force, et parfois de la Royal Canadian Air Force, de la Marine et de l'Armée de Air françaises. Plus de 1000 heures de vol de moyens américains sont dépensées par mois ;
- Des radars terrestres transhorizon pouvant couvrir une bonne partie de la Caraïbe ;

De nombreux autres moyens, qui ne sont pas sous le contrôle tactique direct de la JIATF soutiennent son action : moyens aériens et maritimes des forces armées colombiennes, embarcations d'interception rapides côtières de la CBP ou des états partenaires, moyens de surveillance électronique, etc....

Enfin dans la phase finale, la JIATF continue d'apporter son soutien aux autorités qui en sont responsables de l'interception et de la saisie.

En moyenne annuelle, l'action de la JIATF South permet directement l'interdiction du transit et le « retrait du marché » de plus 200 tonnes de cocaïne. Ceci équivaldrait à 5500 à 7000 vies de consommateurs potentiels préservées, ou à 80 prises de cocaïne par chaque lycéen américain, ou 4,3 milliards de dollars retirés de l'économie souterraine.

---

<sup>13</sup> CTG 4.4 pour les Pays-Bas et CTG 4.6 pour la France

<sup>14</sup> TACON : Tactical Control

<sup>15</sup> LEDET : Legal Detachment